

En 7 ans, les SDF ont plus que doublé à Liège La Ville vise toujours le «zéro sans-abrisme»

La Meuse - 02 oct. 2019

Lecture zen

Le problème des SDF est de plus en plus prégnant à Liège. Et pour cause puisqu'ils ont plus que doublé en quelques années. Entre ceux qui se plaignent de leurs comportements et ceux qui veulent leur venir en aide, la Ville de Liège est de plus en plus écartelée. Elle va d'ailleurs organiser prochainement un vaste débat sur le sujet.

Au premier janvier 2012, il y avait officiellement 215 personnes inscrites comme SDF au CPAS de Liège. Ce sont des personnes qui sont domiciliées fictivement au siège central du CPAS, place Saint-Jacques. Et c'est là qu'elles se rendent afin de recevoir le fameux R.I.S., le Revenu d'Intégration Sociale.

« Au premier janvier 2019, ce chiffre a malheureusement bondi jusqu'à 502 inscrits, soit plus du double », a expliqué hier la cheffe de groupe Vert Ardent au conseil communal de Liège. C'est ce qui peut expliquer leur visibilité actuelle. »

Des chiffres qui nous sont confirmés par le CPAS de Liège. Qui ajoute : « et c'est surtout durant l'année 2018 qu'on a connu une hausse spectaculaire puisque le chiffre a bondi de 336 à 502 en une seule année. » Soit 166 de plus en un an ou un tous les deux jours...

Ce chiffre représente les SDF « officiels » qui se trouvent sur le territoire de la Ville de Liège. Mais il y en a davantage. « En effet, ne s'y trouvent pas les SDF qui ne sont que de passage à Liège et ceux qui n'ont entrepris aucune démarche officielle.

Selon l'asbl « Benoît et Michel » qui se base sur le nombre de repas servis, il y en aurait au moins 713. Mais il ne s'agit à nouveau que d'une estimation.

Ces chiffres confirment donc le sentiment qu'ont de nombreux Liégeois d'en voir de plus en plus au centre-ville et d'être davantage interpellés par la mendicité qui en découle.

On se souviendra ici du récent « coup de gueule vidéo » du patron de la Danish Tavern de la place Cathédrale, s'offusquant de l'image déplorable qu'ils donnent de Liège.

Dans l'autre sens, plusieurs histoires malheureuses ont aussi récemment défrayé la chronique, comme celle de Michel, ce SDF dont on a dû amputer les deux jambes ou encore de Marc qui est décédé la semaine dernière sur le trottoir du boulevard de la Sauvenière.

Les réseaux sociaux se sont emparés de ces histoires, provoquant des réactions en tous sens et pointant régulièrement l'inaction des pouvoirs publics, que ce soit dans un sens ou dans l'autre... C'est d'ailleurs ce qui a poussé cinq conseillers communaux liégeois à porter le dossier devant le conseil lundi soir (voir hors-texte).

Attractivité de la Ville

A quoi peut-on attribuer cette explosion de SDF à Liège ?

« A la demande de la Ville, on est train de réaliser un diagnostic statistique, mais aussi sociologique, explique la porte-parole du CPAS Laura Quintart. Qui sont-ils ? D'où viennent-ils ? Que cherchent-ils ?... »

En attendant les résultats, elle peut toutefois donner deux raisons objectives :

– un accroissement de la pauvreté dans notre pays, – et le phénomène d'attractivité de toutes les grandes villes.

« Il y a davantage de passants pour mendier et de porches pour s'abriter au centre d'une ville que dans un petit village. »

Raisons objectives auxquelles Caroline Saal ajoute : « les exclus du chômage qui n'ont plus souvent les moyens de se payer un logement. Si en plus, ils n'ont pas de familles pour les accueillir, ils se retrouvent très vite dans la rue. Et tombent rapidement dans la drogue qui les aident à tenir le coup. »

Un problème très complexe dont l'ensemble des pouvoirs publics va devoir s'occuper sous peine de le voir exploser.

Luc Gochel

Ils touchent 928,73€ de RIS chaque mois

Les SDF touchent en fait la même somme qu'une personne isolée qui possède un logement : soit 928,73€ par mois.

« Une minorité possède tout de même un compte en banque malgré leur absence de domiciliation, explique Laura Quintart. Mais une large majorité est payée trois fois par mois, de la main à la main, ici au CPAS de Liège, place Saint-Jacques. »

L.G.

Mardi, Octobre 1, 2019 - 18:41

La présence de plus en plus grande de SDF en ville et le nombre de réactions sur les réseaux sociaux ont poussé six conseillers communaux liégeois à porter le dossier devant le conseil ce lundi soir.

François Pottié (Défi) a réclamé de nouvelles solutions face à la mendicité. Guy Krettels et Elena Chane-Alune (Vert Ardent) et David Ambrosio (PTB) se sont inquiétés de l'avenir de l'Abri de Jour menacé de fermeture.

Diana Nikolic (MR), elle, voulait des explications sur le déménagement prévu des SDF du CPAS de Liège vers l'hôpital Saint-Laurent. Quant à Carine Clotuche

(cdH), elle a tout simplement demandé où en était le fameux slogan lancé par le Collège il y a neuf mois : « Liège ville zéro sans-abrisme. »

30 millions par an

Le bourgmestre Willy Demeyer a choisi de faire une réponse commune. « Le collège vous invite d'emblée à une commission générale social-police car le sujet mérite un large échange sur un phénomène ô combien complexe et qui est pourtant traité depuis de nombreuses années. »

Et de rappeler que chaque année, la Ville débourse déjà 30 millions pour financer l'ensemble de ses politiques sociales (CPAS, Relais social...)

« Mais il faut d'abord objectiver la situation pour éviter les amalgames et les raccourcis. » D'où cette étude commandée au CPAS de Liège.

En attendant ses résultats, il a rappelé que « notre volonté est toujours de faire de Liège une ville « zéro sans-abrisme ». Non pas en les chassant, mais bien en les aidant à s'inscrire dans un processus de réinsertion. »

Pour y arriver, le Collège veut mettre en place une stratégie de « case management » pour les cas de détresse sévère.

Pour la mise en logement, il croit beaucoup en la formule du « housing first » qui leur fournirait un logement stable. « Même si nous sommes conscients que de nombreuses personnes ne sont pas prêtes à rentrer demain dans un logement car la dure réalité de la rue et la polytoxicomanie les ont profondément abîmées. »

Il a rappelé que la salle de consommation à moindre risque a aussi permis de renouer le contact avec une cinquantaine de toxicomanes. « Et je suis favorable à une extension de ses heures d'ouverture. »

Apaiser le domaine public

Mais à côté de l'aide à leur apporter, il est conscient qu'il faut aussi absolument « apaiser le domaine public. Car nous devons protéger nos citoyens des comportements inciviques, agressifs, qui génèrent un sentiment d'insécurité et qui provoquent un regain de travail et de stress pour les forces de police. »

Certes, le règlement communal sur la mendicité n'est pas la panacée, mais c'est le seul qui permette aux policiers d'agir, vu que la mendicité n'est pas interdite par la loi.

Et de rappeler que, depuis le début de l'année, les policiers sont intervenus à 1117 reprises pour nuisances liées à la mendicité, dont 90 % au centre-ville.

« Sur tous ces problèmes, j'inviterai donc prochainement le conseil à une commission générale social-police. »

L.G.

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s): Liège (prov. de Liège) Sauvenière (c.f. Gembloux) Gembloux (prov. de Namur)